

Y aura-t-il une guerre totale entre Russie et Ukraine ?

27/12/2021 04:14

Ci-dessous un article de notre confrère espagnol Álvaro Peñas ([El Coreo de Espana](#)), traduit par nos soins dans le cadre de notre partenariat européen, au sujet de la situation en Ukraine vue par un officier Ukrainien.

Lorsqu'on analyse un conflit, comme celui qui se déroule actuellement dans l'est de l'Ukraine, on consulte le plus souvent les opinions des politiciens, des journalistes et des analystes des pays impliqués ou des grandes puissances qui peuvent avoir une influence sur les événements à venir. Les soldats s'expriment rarement, et lorsqu'ils le font, leurs opinions ne sont souvent pas indifférentes. Ainsi, le général Polko n'a pas mâché ses mots lorsqu'il a appelé l'Occident à prendre l'initiative contre « *un Poutine agressif et son imprévisible subordonné Loukachenko* ». Les points de vue d'officiers militaires ayant une connaissance directe du conflit font l'objet de cet article.

Le 9 décembre, dans la capitale ukrainienne, s'est tenue une réunion des quartiers généraux de la défense, des centres qui assurent la formation des forces de défense territoriale et sont prêts à soutenir l'armée régulière en cas d'invasion. Une analyse de la guerre dans le Donbass et de la situation actuelle, un conflit qui a coûté la vie à quelque 4 500 soldats ukrainiens, a été présentée lors de ce congrès par le major Denis Prokopenko, commandant du régiment « Azov ».

Le régiment Azov est né sous la forme d'une unité de volontaires nationalistes, puis d'un bataillon, en mai 2014. Étroitement liée au nationalisme ukrainien radical et avec la présence de nombreux volontaires étrangers, l'unité s'est emparée de la ville de Marioupol des séparatistes pro-russes lors de sa première action de combat (d'ailleurs, une vitrine du musée de l'armée ukrainienne commémore la reprise de la ville par le bataillon). En raison de son idéologie et de la forte présence d'étrangers (originaires d'une douzaine de pays, dont des Russes et des Géorgiens), l'unité a été qualifiée d'« extrémiste », de « nazie » et de « suprémaciste ». Non seulement par la Russie, qui après tout est allée jusqu'à présenter le conflit comme une « *guerre contre le fascisme* » et a habilement utilisé la propagande contre ses ennemis, mais aussi par des pays occidentaux comme les États-Unis, dont la Chambre des représentants a adopté en 2015 un amendement bloquant toute aide et formation militaire à l'unité (amendement finalement retiré en novembre 2016). En octobre 2019, les démocrates ont demandé qu'Azov soit placé sur la liste des organisations terroristes du Département d'État américain, une demande qui n'a pas encore abouti et qui a provoqué les protestations du gouvernement ukrainien, qui a des problèmes bien plus urgents.

En Ukraine, cependant, la perception est très différente et depuis novembre 2014, l'unité fait partie de la Garde nationale ukrainienne et relève donc du ministère des Affaires intérieures. En janvier 2015, elle est devenue un « *régiment d'opérations spéciales* » et, du fait de sa professionnalisation, elle entretient des relations et des contacts institutionnels avec des unités militaires en Lettonie (Garde nationale lettone – Latvian Zemessardze), en Pologne (Forces de défense territoriale – Wojska Obrony Terytorialnej), en Estonie ou en Lituanie. L'unité appartient également à l'Association des vétérans croates de Frankopan, dirigée par le général à la retraite Bruno Zorica, ancien commandant du bataillon « Frankopan », une unité d'opérations spéciales de l'armée croate créée en 1991 et organisée par des militaires croates qui, comme le général, ont servi dans la Légion étrangère française.

Quant à la composante idéologique de l'unité, son premier commandant, Andriy Biletskiy, est un ancien député et l'actuel leader du parti politique **National Corps**.

Une affaire dans laquelle l'unité a été une fois de plus sous les feux de la rampe médiatique est celle du blogueur dissident biélorusse Roman Protasevich. L'avion Ryanair dans lequel il voyageait avec sa petite amie d'Athènes à Vilnius (Lituanie) a été contraint d'atterrir à Minsk, la capitale biélorusse, par des agents du KGB. Quelques jours plus tard, dans un enregistrement de style soviétique, le dissident a avoué ses crimes à la télévision et demandé pardon. L'une des preuves présentées contre lui était son implication dans le conflit ukrainien de 2015 avec les

soldats d'Azov, bien que Protasevich ait toujours affirmé qu'il s'était rendu dans le Donbass en tant que journaliste, et non en tant que combattant.

Pour en revenir à la réunion du 9 décembre, Prokopenko a noté que « *l'Ukraine est aujourd'hui confrontée à une menace très grave, en raison de la grande concentration de troupes régulières russes (selon les services de renseignement, environ 175 000 hommes), accompagnée d'une pression politique constante du Kremlin sur le gouvernement ukrainien* ». La tension est montée ces derniers jours avec des rapports sur la présence de soldats d'élite Spetsnaz avec des combattants séparatistes, des vidéos « non officielles » de soldats russes se dirigeant vers la frontière et des rapports d'attaques contre des consulats russes en Ukraine. Selon les militaires, il n'y a que deux scénarios possibles pour le moment : le « *grand bluff* », qui semble le plus probable, et une guerre totale.

Ce « grand bluff » permet d'atteindre deux objectifs. D'une part, il sert de « *véritable entraînement stratégique du commandement et de l'état-major avec toutes les questions pratiques telles que la reconnaissance, le déploiement des troupes dans les camps de base, la détermination des voies d'approche et des zones de positions de tir, les lignes d'attaque, etc. En d'autres termes, comme une formation pratique sur les futurs champs de bataille* ».

Même si, logiquement, le maintien d'un tel niveau de pression est coûteux en matériel et en ressources, et ne peut être prolongé dans le temps et encore moins en hiver. D'autre part, et comme objectif principal de ce « grand bluff », le chantage et la pression sur les dirigeants politiques ukrainiens « *afin de leur faire prendre une décision erronée ou défavorable pour l'Ukraine, qui conduira à un nouvel effondrement de l'État* ». Certains analystes soulignent que le but ultime de toutes ces pressions est de faire de l'Ukraine un « *État en faillite* » et que, sur le plan diplomatique, la Russie a le dessus.

En cas d'invasion, Prokopenko affirme que « *l'offensive de grande envergure se fera dans le nord, sur Briansk, Gomel – Kiev et Mozyr (Biélorussie) – Kiev, dans le but de prendre le contrôle de la capitale et de profiter de la situation chaotique pour forcer le gouvernement à capituler* ». Une offensive majeure serait accompagnée d'une offensive de moindre envergure dans le sud de l'Ukraine avec pour « *objectif principal de rétablir l'approvisionnement en eau de la Crimée et de créer un corridor terrestre vers la péninsule* ». Le major ne considère pas que la supériorité numérique de l'ennemi dans une telle éventuelle offensive, un rapport de 3 contre 1 en faveur des Russes, soit cruciale « *car elle prend en compte le nombre total de troupes des deux côtés et non le nombre spécifique à déployer dans la zone d'opérations* ». Cependant, il est conscient que « *l'ennemi attaquera dans des directions vulnérables, qui ne sont pas préparées à la défense en raison de l'absence de troupes et de fortifications de génie* ». Malgré cette vulnérabilité de la défense ukrainienne, Prokopenko assure que l'Ukraine est prête : « *Nous nous battons jusqu'au bout et ce ne sera pas, comme ils l'imaginent, une ballade tranquille* »
